

# **GRAND PORT MARITIME DE LA GUADELOUPE**

## **CONSTRUCTION DU SIEGE DU GRAND PORT MARITIME DE LA GUADELOUPE**

### **MARCHE DE COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE**

#### **CADRE D'ACTE D'ENGAGEMENT (A.E.)**

CADRE RESERVE POUR LA MENTION NANTISSEMENT OU CESSION DE  
CREANCES

**MAITRE D'OUVRAGE  
GRAND PORT MARITIME  
DE LA GUADELOUPE**

**Assistant à maîtrise d'ouvrage  
ICADE PROMOTION**

## 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché qui est conclu avec le "Coordonnateur sécurité protection de la santé" dont l'offre a été retenue par le "Maître d'ouvrage" ci-après :

- **Maître de l'Ouvrage :**

**GRAND PORT MARITIME DE LA GUADELOUPE**

Quai Ferdinand de Lesseps – BP 485

97165 Pointe à Pitre Cédex

☎ : 05.90.68.62.92

Fax : 05.90.68.62.91

- **Pouvoir Adjudicateur :**

**Monsieur Le Président du Directoire du GPMG**

puis accepté par le "Représentant du pouvoir adjudicateur" est un marché de Coordonnateur sécurité protection de la santé ayant l'objet ci-après :

### **Construction du siège du Grand Port Maritime de la Guadeloupe**

L'offre a été établie sur la base :

- des conditions économiques en vigueur au mois "mo",
- du Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) en date de Novembre 2018 et ses annexes et des documents qui y sont mentionnés,

Le marché est passé après appel d'offres en application **de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016**).

Page à remplir par le « Coordonnateur sécurité protection de la santé » en cas de contractant unique

## 2 - CONTRACTANT

Je, contractant soussigné,

M<sup>1</sup> .....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.), de ses annexes et des documents qui y sont mentionnés;

après avoir rempli les déclarations, documents et attestations conformément à l'ordonnance n°2015-899 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016  
, et présenté les attestations justifiant que je suis à jour de mes obligations fiscales et sociales,

**AFFIRME** sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles 45 et suivants de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

**DECLARE** que je suis titulaire, ainsi que les sous-traitants déclarés à l'article 5 :

- d'une assurance la couvrant pour les responsabilités qu'elle pourrait encourir sur le fondement des articles 1792 et suivants du Code Civil (loi n° 78-12 du 4 Janvier 1978) dans l'accomplissement des tâches qui lui incombent au titre du présent marché et que cette assurance est notamment conforme aux stipulations des articles L241-1 et 243-8 du Code des Assurances ;
- d'une assurance la couvrant pour les responsabilités civiles générale et professionnelle qu'elle pourrait encourir vis-à-vis des tiers et de ses cocontractants dans l'accomplissement des tâches qui lui incombent au titre du présent marché et que cette assurance présente des plafonds de garantie adaptés à la réalisation envisagée.

**CERTIFIE** que je n'emploie que des salariés en situation régulière au regard des articles L 143-3, L 143-5 et L 620-3 du Code du Travail ;

<sup>1</sup>A compléter selon la formule correspondante indiquée à l'ANNEXE N°01 du présent acte d'engagement

**M'ENGAGE**, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le Cahier des Clauses Administratives Particulières, à exécuter les études et contrôles aux conditions particulières ci-après, qui constituent mon offre.

Page à remplir par le « Coordonnateur sécurité protection de la santé » en cas de groupement  
solidaire

## 2 - CONTRACTANTS

Nous, co-traitants soussignés,

M<sup>2</sup> .....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.), de ses annexes et des documents qui y sont mentionnés;

après avoir rempli les déclarations, documents et attestations conformément à l'ordonnance n°2015-899 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et présenté les attestations justifiant que je suis à jour de mes obligations fiscales et sociales,

**AFFIRMONS** sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles 45 et suivants de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

**DECLARONS** que nous sommes titulaires, ainsi que les sous-traitants déclarés à l'article 5 :

- d'une assurance la couvrant pour les responsabilités qu'elle pourrait encourir sur le fondement des articles 1792 et suivants du Code Civil (loi n° 78-12 du 4 Janvier 1978) dans l'accomplissement des tâches qui lui incombent au titre du présent marché et que cette assurance est notamment conforme aux stipulations des articles L241-1 et 243-8 du Code des Assurances ;
- d'une assurance la couvrant pour les responsabilités civiles générale et professionnelle qu'elle pourrait encourir vis-à-vis des tiers et de ses cocontractants dans l'accomplissement des tâches qui lui incombent au titre du présent marché et que cette assurance présente des plafonds de garantie adaptés à la réalisation envisagée.

**CERTIFIONS** que nous n'employons que des salariés en situation régulière au regard des articles L 143-3, L 143-5 et L 620-3 du Code du Travail ;

**NOUS ENGAGEONS**, sans réserve, en tant que coordonnateurs protection de la santé groupés solidaires, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le Cahier des Clauses Administratives Particulières, à exécuter les études et contrôles aux conditions particulières ci-après, qui constituent notre offre.

---

<sup>2</sup>A compléter selon la formule correspondante indiquée à l'ANNEXE N°01 du présent acte d'engagement

Monsieur ..... est le mandataire des  
coordonnateurs protection de la santé groupés.

Page à remplir par le " Coordonnateur sécurité protection de la santé "

### 3 – OFFRE DE PRIX

### 3.1. Conditions générales de l'Offre de prix :

- a) résulte de l'appréciation de la complexité de l'opération ;
- b) est réputée établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois “ mo ”
- c) est révisable;
- d) comprend les éléments de mission de coordonnateur sécurité protection de la santé définis à l'article 4 du Cahier des Clauses Particulières;
- e) est répartie par étape de mission et par type d'intervenant selon les tableaux joints en ANNEXE N°02 à la présente.

*En cas de groupement :*

- f) est répartie entre co-traitants selon l'ANNEXE N°03 à la présente

### 3.2. Calcul de la rémunération :

Estimation prévisionnelle des travaux H.T. :	<b>7 771 900</b>	Euros
Forfait de rémunération H.T. :	.....	Euros
T.V.A. à 8,50 % sur la rémunération	.....	Euros
Forfait de rémunération T.T.C.	.....	Euros
Arrêté en lettres .....		

#### 4 – DELAIS D'EXECUTION

Délai prévisionnel : 20 mois de travaux, hors délai de parfait achèvement

Page à remplir par le " Coordonnateur sécurité protection de la santé "

## 5 – SOUS-TRAITANCE

Il est envisagé de sous-traiter avec paiement direct les prestations suivantes et pour les montants figurant au tableau ci-après :

Nature de la prestation et cotraitant concerné	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation TTC

Joindre la déclaration du sous-traitant concerné, conformément aux dispositions du code des marchés publics.

En conséquence, le montant maximal de la créance qui pourra être présenté en nantissement ou cédé par le coordonnateur est de : .....€ TTC.

Si une déclaration de sous-traitance intervient postérieurement à la notification du présent marché, le coordonnateur utilisera le modèle d'acte spécial de sous-traitance joint en ANNEXE à la présente.

## 6 – PAIEMENTS

Le Maître de l'Ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché en faisant porter le montant au crédit du :

Compte ouvert au nom de  
sous le numéro  
à

Compte ouvert au nom de  
sous le numéro  
à

Compte ouvert au nom de  
sous le numéro  
à

Compte ouvert au nom de  
sous le numéro  
à

**Nota :** A remplir pour chaque contractant et fournir un RIB pour chacun (en cas de groupement)



Page à remplir par le "MAITRE D'OUVRAGE"

## 8 - ACCEPTATION DE L'OFFRE

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

Fait à .....,  
Le .....,

Le représentant du pouvoir adjudicateur :  
(cachet et signature)

Le présent marché se trouve ainsi conclu à la date figurant ci-dessus.

Montant du marché .....	€ TTC
dont T.V.A. 8,50 % .....	
Chapitre budgétaire	
Article	

Les sous-traitants proposés à l'article 5 de l'offre sont acceptés comme ayant droit au paiement direct dans les conditions indiquées.

### **Service Liquidateur :**

GRAND PORT MARITIME DE LA GUADELOUPE

### **Comptable assignataire des paiements :**

Monsieur le Trésorier du Grand Port Maritime de la Guadeloupe.

### **Personne habilitée à donner les renseignements prévus au Code des Marchés Publics:**

Monsieur Le Président du Directoire du GPMG

à remplir par le "MAITRE D'OUVRAGE"

Notification au coordonnateur de l'acceptation de l'offre.

L'acceptation de l'offre a été notifiée au Coordonnateur sécurité protection de la santé le  
.....

à remplir par le "Coordonnateur sécurité protection de la santé"

Reçu notification le .....

Le Mandataire .....

## **ANNEXE N°01**

### **FORMULES à UTILISER PAR LES CANDIDATS POUR COMPLETER L'ARTICLE 2** **« CONTRACTANT »**

Le contractant est une *entreprise individuelle*. Utiliser la formule **A**.

Le contractant est une *société* (ou un *groupement d'intérêt économique*). Utiliser la formule **B**.

Le contractant est un *groupement de coordonnateurs solidaires*. Utiliser la formule **C**.

<b>Formule A</b>
Monsieur, Madame (Nom et prénoms) : .....
.....
Agissant en mon nom personnel, domicilié(e) à (adresse complète et numéro de téléphone) : .....
.....
.....
Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. :
• Numéro d'identité d'établissement (SIRET) : .....
• Code d'activité économique principale (APE) : .....
• Numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés <sup>1</sup> : .....
.....

<b>Formule B</b>
Monsieur, Madame (Nom et prénoms) : .....
.....
Agissant au nom et pour le compte de la Société (intitulé complet et forme de la société) : ...
.....
.....
Ayant son siège social à (adresse complète et numéro de téléphone) : .....
.....
.....
Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. :
• Numéro d'identité d'établissement (SIRET) : .....
• Code d'activité économique principale (APE) : .....
• Numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés <sup>1</sup> : .....
.....

<sup>1</sup> Remplacer, s'il y a lieu, « registre du commerce et des sociétés » par « répertoire des métiers ».

## **ANNEXE N°01 (SUITE)**

### **Formule C**

Dans le cas d'un groupement d'entrepreneurs solidaires, chaque coordonnateur sécurité protection de la santé C1, C2, ... de ce groupement doit compléter la formule C en utilisant :

- La formule A s'il s'agit d'une entreprise individuelle ;
- La formule B s'il s'agit d'une société (ou d'un groupement d'intérêt économique).

Les coordonnateurs sécurité protection de la santé ci-dessous sont groupées solidaires et

C1. Monsieur, Madame : .....

.....

est leur mandataire,

C2. Monsieur, Madame : .....

.....

C3. Monsieur, Madame : .....

.....

C4. Monsieur, Madame : .....

.....

C5. Monsieur, Madame : .....

.....

Page à remplir par le "Coordonnateur sécurité protection de la santé"

## **ANNEXE N°02**

### **REPARTITION DES HONORAIRES PAR ETAPE DE MISSION**

#### **I - CONCEPTION DU PROJET (EN € H.T.)**

<b>Etape de Mission</b>	<b>Libellé</b>	<b>Part</b>	<b>Nombre de journées</b>	<b>Prix unitaire.€</b>	<b>TOTAL HT €</b>
<b>1</b>	examen des documents de conception se concrétisant par l'établissement de rapports pour la phase d'étude ESQUISSE des 3 candidats consultés pour la mission de maîtrise d'œuvre. Ces rapports sont basés sur les prestations décrites dans le programme.				
<b>2</b>	examen des documents de conception se concrétisant par l'établissement du rapport pour les phases d'étude APS de la maîtrise d'œuvre. Ce rapport est basé sur les prestations décrites dans le programme.				
<b>3</b>	examen des documents de conception se concrétisant par l'établissement du rapport pour la phase d'étude APD de la maîtrise d'œuvre. Ce rapport est basé sur les prestations décrites dans le programme.				
<b>4</b>	examen des documents de conception se concrétisant par l'établissement du rapport pour les phases d'étude PROJET et DCE de la maîtrise d'œuvre. Ce rapport est basé sur les prestations décrites dans le programme. Etablissement du Plan Général en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).				
<b>5</b>	examen des marchés de travaux ou du marché de partenariat. Ces rapports sont basés sur les prestations décrites dans le programme.				
<b>6</b>	Adaptation des pièces des marchés en fonction du contenu du PGCSPS. Ces adaptations sont basées sur les prestations décrites dans le programme.				
	<b>S/Total en € H.T.</b>	(100%)			

**II - REALISATION DU PROJET phase construction (EN € H.T.)**

Etape de Mission	Libellé	Part	Nombre de journées	Prix unitaire €	TOTAL HT €
<b>7</b>	examen sur chantier de l'application correcte des mesures de coordination y compris visites de chantier, participations aux réunions de chantier, tenue et mise à jour du PGCSPS.				
<b>8</b>	Tenue du Registre Journal de l'opération y compris visites d'inspections communes, participation aux réunions MO				
<b>9</b>	Constitution et pilotage du CISSCT y compris compte rendu de réunions				
<b>10</b>	Elaboration et remise du Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage (DIUO).				
	<b>S/Total en € HT.....</b>	(100%)			

<b>I et II</b>	<b>TOTAL GENERAL en € HT</b>			
----------------	------------------------------	--	--	--

Page à remplir par le "Coordonnateur sécurité protection de la santé"

### **ANNEXE N°03**

#### **REPARTITION DES TACHES PAR ELEMENT DE MISSION** **ENTRE CO-TRAITANTS EN CAS DE GROUPEMENT**

TABLEAU A PRODUIRE PAR LE "COORDONNATEUR SÉCURITÉ PROTECTION DE LA  
SANTÉ"

## ANNEXE N°04

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

DC4

### DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE<sup>2</sup>

*Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les candidats ou titulaires de marchés publics ou d'accords-cadres pour présenter un sous-traitant.*

*Ce document est fourni par le candidat ou le titulaire au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice soit au moment du dépôt de l'offre soit après le dépôt de l'offre.*

#### A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

■ Désignation du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice) :  
*(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)*

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du code des marchés publics (nantissements ou cessions de créances) :  
*(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)*

#### B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

*(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation. En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé de la consultation.)*

#### C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :  
*(Cocher la case correspondante.)*

- ☐ une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du .....

#### D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]*

#### E - Identification du sous-traitant.

<sup>2</sup> Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

■ Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*

■ Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct *(article 115 du code des marchés publics)* :  
(Cocher la case correspondante.) ☐ NON ☐ OUI

## F - Nature et prix des prestations sous-traitées.

■ Nature des prestations sous-traitées :

■ Montant des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

a) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA : .....
- Montant maximum HT : .....
- Montant maximum TTC : .....

b) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de travaux sous-traités relevant de [l'article 283-2 nonies du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : autoliquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant maximum hors TVA : .....

■ Modalités de variation des prix :

## G - Conditions de paiement.

■ Compte à créditer :  
(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance : ☐ NON ☐ OUI

(Cocher la case correspondante.)

## H - Capacités du sous-traitant.

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

- .....
- .....
- .....
- .....
- .....

## I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant.

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

### a) **Condamnation définitive :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

### b) **Lutte contre le travail illégal :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

**c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés :** pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

**d) Liquidation judiciaire :** ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

**e) Redressement judiciaire :** ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

**f) Situation fiscale et sociale :** avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

### g) **Marchés de défense et de sécurité :**

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir

entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

**h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;

- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu de lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

i) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

**J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.**

(Cocher les cases correspondantes.)

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 116 du code des marchés publics, en produisant en annexe du présent document :

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

OU

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 106 du code des marchés publics qui est joint au présent document ;

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

**K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.**

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Le sous-traitant :

Le candidat ou le titulaire :

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A \_\_\_\_\_, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice :

## L - Notification de l'acte spécial au titulaire.

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :  
(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A \_\_\_\_\_ , le